Notre avenir énergétique
se décide maintenant

Tour de France des régions – Centre-Val de Loire
Réunion « Grand public » - Orléans le 5 décembre 2022
Synthèse de la réunion du matin

1. Discours introductifs

Cette réunion est la quatrième du Tour de France des régions sur la concertation lancée sur le mix énergétique.

Stéphane DE LAAGE, animateur de la réunion

Merci au ministre de l'Agriculture et à la préfète du Loiret de participer à cette réunion. Trois thématiques y seront abordées :

- l'adaptation de notre consommation d'énergie ;
- la satisfaction des besoins en énergie tout en assurant la sortie de la dépendance aux énergies fossiles ;
- la planification, le financement et la mise en œuvre de la transition énergétique.

La France se met en devoir d'être parmi les premiers pays européens à atteindre la neutralité carbone, quels sont les enjeux pour le Gouvernement ?

Marc FESNEAU, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Pour cette journée de démocratie participative les enjeux sont la décarbonation de notre énergie, mise en lumière par la guerre en Ukraine. Nous avons besoin de réfléchir à la fin de notre dépendance à des pays tiers, pour une question de souveraineté, et à la décarbonation de l'énergie, sujet jamais vraiment tranché. Nous devons faire le choix entre les différentes énergies qui imposent toutes des contraintes et des difficultés, notamment en termes de territorialisation. L'objectif est affiché, et les collectivités doivent maintenant prendre leurs responsabilités, sans que personne n'en rabatte sur les objectifs de décarbonation. 2050 approche à grands pas, et le changement doit s'accompagner d'économies d'énergie, autre enjeu majeur à évoquer aujourd'hui.

Jérémie GODET, vice-Président du Conseil Régional Centre-Val de Loire

La région réfléchit pour sa part dans un cadre de pensées basé sur trois piliers : la sobriété, non comme une réduction des besoins, mais comme celle qui réinterroge l'organisation de la société et de ses productions en insistant par exemple sur le transport collectif et les pratiques de consommation et production agricole ; l'efficacité énergétique grâce au progrès technologique ; la production d'énergie renouvelable avec pour objectif de couvrir les besoins énergétiques de la région d'ici à 2050 ce qui impose de réduire les consommations de 43 %.

L'action a été portée sur l'isolation des bâtiments publics, sans oublier le développement des services de proximité où le projet « Osons la transition » accompagnant 18 territoires afin de créer des communautés locales de l'énergie et faire émerger des projets de sobriété au niveau local.

Marc FESNEAU

Tous les acteurs doivent être partie prenante, car l'engagement est mondial. D'une région à l'autre, les contraintes sont diverses, et la réponse ne peut être de même nature ou égalitaire. Chaque territoire doit se saisir de ses propres contraintes et potentialités. Le sujet principal reste d'embarquer tous les acteurs sans que la sobriété soit vécue comme une contrainte, mais comme l'interrogation d'un modèle de société. Nous avons besoin d'une continuité de l'action publique, l'effort doit être soutenu dans la durée et cibler des priorités, en proposant les moyens afin de dépasser le temps politique, et le consensus est nécessaire afin de déterminer le type d'énergie à développer sur chaque territoire.

Jérémie GODET

Le conseil régional des jeunes ainsi que les états généraux de la jeunesse abordent également le sujet de la question climatique. Nous sommes obligés en tant que responsables politiques d'écouter ces sujets prégnants. Par ailleurs, si je salue l'organisation de cet événement, je regrette néanmoins que le président de la République ait déjà posé la question du nucléaire comme un principe non négociable.

Marc FESNEAU

Dans un processus de concertation, l'idée est de proposer un débat ouvert et de rechercher un consensus afin de dépasser certaines limites structurelles. La question est également de définir les priorités et les moyens alloués, car seule une stratégie clarifiée nous permettra d'avancer. Je remercie celles et ceux qui ont fait le choix de venir discuter de ces sujets.

2. Présentation de l'étude « Transitions 2050 » de l'ADEME et de l'étude « Futurs énergétiques 2050 » de RTE

Monsieur Mohamed AMJAHDI, Directeur régional de l'ADEME Centre-Val de Loire

L'ADEME a mené pendant deux ans ce travail afin de chalenger les différentes hypothèses qui vous seront présentées. Quatre scénarios y sont évoqués : Génération frugale, Coopérations territoriales, Technologies vertes, Pari réparateur. Il apparaît avant tout que si la neutralité carbone est atteignable, cette atteinte nécessite une volonté publique affichée.

Ce travail a permis d'identifier neuf enseignements pour un futur décarboné associant l'ensemble des acteurs : la sobriété et ses limites, le besoin d'une action rapide, le changement, la réduction des consultations énergétiques, la transformation nécessaire de l'industrie, la reconnaissance du vivant, l'adaptation des forêts et de l'agriculture, la pression imposée aux ressources naturelles, l'obligation de produire au moins 70 % d'énergie renouvelable.

Diffusion de la vidéo de présentation de l'étude « Transition(s) 2050 » : https://www.youtube.com/watch?v=XER_OpLx0Qs

Madame Carole PITOU-AGUDO, déléguée RTE Ouest

RTE est pour rappel le garant de l'équilibre entre production et consommation électrique et ses études prospectives régulières servent à éclairer la décision publique. L'étude lancée à l'horizon 2050 a été construite en concertant pendant deux ans avec de nombreux experts afin de garantir la faisabilité technique des scénarios proposés.

Pour rappel, La France consomme 1 600 TWh par an composés à 25 % en électricité et à 60 % en énergies fossiles. Les chemins proposés doivent permettre de réduire cette part en garantissant la consommation et en prenant en compte une baisse des consommations énergétiques de l'ordre de 40 %. A l'horizon 2050, la hausse de la consommation électrique est estimée à 35 %, ce qui pose la question des moyens de production mis en branle, en prenant en compte la fermeture d'une part progressive du parc nucléaire français.

Deux familles de scénarios ont été étudiées, avec ou sans construction de nouveaux réacteurs nucléaires. Dans tous les cas, atteindre la neutralité carbone est impossible sans un développement important des énergies renouvelables. Un mix énergétique à 100 % renouvelable, passe par un développement massif et rapide du photovoltaïque, de l'éolien terrestre et de l'éolien en mer. Se passer de nouveaux réacteurs nucléaires impose de dépasser le rythme de développement actuel des pays européens les plus dynamiques.

Enfin, tous les scénarios sont viables d'un point de vue économique, environnementale et sociétal.

3. Présentation du panorama régional de l'énergie

Monsieur Hervé BRULÉ, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire

Laa région Centre-Val de Loire affiche un profil de consommation voisin du profil national, même si la part des transports y est plus importante. Les objectifs affichés par le SRADDET imposent une basse de 41 % des consommations pour le bâtiment, 60 % pour le transport et 21 % pour le secteur économique.

Les produits pétroliers représentent 41 % des fournitures énergétiques, pour l'ensemble des secteurs, ce qui impose une décarbonation, sachant que la production énergétique régionale est avant tout électrique, et nucléaire, avec quelques parcs photovoltaïques, des parcs éoliens terrestres et quelques installations de biogaz. Ces productions énergétiques renouvelables doivent être multipliées par 5 d'ici à 2050, dans une démarche de co-construction avec les habitants.

4. Présentation du rôle des garants

Florent AUGAGNEUR, Vice-Président de la CNDP

Les garants sont indépendants du Gouvernement et sont chargés de veiller à l'équité et à l'inclusion des publics les plus variés dans cette concertation, afin d'assurer le respect de ce droit de nature constitutionnelle. Nous sommes en outre chargés de la restitution du rapport final et de rapports

d'étape mis à disposition au préalable sur le site internet de la concertation. Le Gouvernement s'est engagé à faire une réponse aux rapports des garants. Cette réponse sera présentée au Parlement avant l'examen du projet de loi de programmation et rendu public.

N'hésitez pas à compléter vos propos en passant par le site de la concertation.

5. Restitution des ateliers

Les participants ont travaillé pendant en atelier sur les questions suivantes (4 groupes sur la consommation d'énergie et 4 sur la production d'énergie) :

- Sur le thème de la consommation d'énergie : Qu'êtes-vous prêts à faire collectivement pour diminuer la consommation d'énergie au niveau régional ? Comment pouvez-vous être accompagnés pour réduire la consommation d'énergie ?
- Sur le thème de la production d'énergie : Quel mix énergétique souhaitez-vous ? Avec quelles implications pour votre territoire en matière d'infrastructures de production d'énergie et d'électricité décarbonée ? Quelle solidarité territoriale entre les régions qui produisent le plus et celles qui consomment le plus ?

Restitution sur le thème « consommation »

Le premier rapporteur

Nous avons dégagé trois idées fortes : le besoin d'instauration d'indicateurs, de diagnostics et d'informations au grand public, à l'image de l'indicateur nutritionnel ; le développement du réemploi des produits et de la valorisation des déchets tout en favorisant les circuits courts ; l'amélioration de la mobilité en zone rurale, ce qui inclut le développement du covoiturage sur les courtes distances et de repenser la ville afin de faciliter les mobilités douces.

Le deuxième rapporteur

Nous pouvons y ajouter : proposer des diagnostics et éviter les points de gaspillages ; diminuer l'éclairage nocturne et développer les éclairages LED ; développer l'offre de transport en commun, étudier et organiser la livraison collective de biens de première nécessité.

Le troisième rapporteur

Nous ajoutons pour notre part : l'opposition entre le monde urbain et le monde rural, peu exposé aux offres de transports en commun ; la question de la production d'énergie et des droits du territoire producteur face au territoire consommateur ; la question de la connaissance des besoins de consommation, et donc des audits. Les propositions tournent autour : des audits de consommation, de l'accompagnement des particuliers par des tiers de confiance ; de la consommation accompagnée, avec des gestes d'économies à diffuser.

Le quatrième rapporteur

S'y ajoutent : le développement d'une offre plus incitative et de mise en cohérence ; un besoin de réfléchir aux problématiques de pouvoir d'achat et de déplacement subis ; la mise en place de dispositifs de coercition à destination des producteurs de véhicules ; le développement des services de proximité pour un aménagement durable des territoires afin de lutter contre le risque de fracture sociale et territoriale.

Restitution sur le thème « production »

Le premier rapporteur

Nous avons dégagé plusieurs principes : le développement des énergies renouvelables, et notamment la géothermie, en passant par une logique de planification, de ciblage par territoire et de décentralisation ; le pilotage de la production énergétique avec un enjeu majeur de dimensionnement des infrastructures et du stockage de l'électricité, à partir de technologies françaises ; la poursuite de la recherche de toutes alternatives, et notamment en passant par l'économie circulaire.

Le deuxième rapporteur

Les échanges ont permis de dégager les principes suivants : le besoin d'une production décarbonnée massive avec toutes les ENR possibles ; un point de vigilance sur le maintien de la biodiversité ; une simplification des démarches administratives pour les installations d'ENR et l'instauration de normes pour les constructions neuves ; l'investissement massif dans le réseau électrique et le réseau de gaz ; la notion de solidarité, voire de compensation, entre les territoires.

Le troisième rapporteur

Le débat a débouché sur trois propositions : le développement des ENR ; l'amélioration de l'efficacité de la production énergétique ; la territorialisation et la réflexion nécessaire sur les implantations de mix énergétique dans chaque territoire.

Le quatrième rapporteur

Nous pourrions ajouter : l'identification des besoins et des freins en termes de production d'énergie, en fonction des ressources propres ; l'amélioration de la concordance entre les lieux de production et de consommation ; le besoin de repenser le mix énergétique en fonction du patrimoine.

6. Temps d'échange

Un participant

Pourquoi si peu de communication au sujet de cette concertation ?

Florent AUGAGNEUR
Vous avez raison et nous le répétons souvent aux organisateurs. Le citoyen devrait être mieux informé de la tenue de ces débats.

Un participant

Une mise à jour de l'étude ADEME est-elle prévue en prenant en compte les conclusions de RTE ?

Monsieur Mohamed AMJAHDI, Directeur régional de l'ADEME Centre-Val de Loire

L'étude a effectivement vocation à être mise à jour dans les années à venir. Elle a toutefois pris en compte les travaux annexes des partenaires, y compris ceux de RTE. La sensibilisation des publics est par ailleurs au cœur de l'action de l'ADEME.

7. Conclusion

Monsieur Hervé BRULÉ

Je remercie les équipes ayant organisé cet événement et les participants. Une synthèse sera prochainement produite et mise en ligne ; sans oublier les éléments résultants de vos échanges et transmis aux garants. Je retiens par ailleurs de nos échanges les notions de gaspillage, de mobilité, de mise en œuvre d'une réglementation et de territorialisation des enjeux.

Notre avenir énergétique
se décide maintenant

Tour de France des régions – Centre-Val de Loire
Réunion « Jeunes » - Orléans le 5 décembre 2022
Synthèse de la réunion de l'après-midi

Cette réunion s'est tenue avec une cinquantaine de jeunes : jeunes en service civique, membre du conseil régional de la jeunesse, étudiants du lycée Charles Peguy d'Orléans. La réunion s'est tenue sous forme d'un débat.

1. Echanges

Stéphane DE LAAGE, Animateur de la réunion

Rencontre avec les jeunes, nouvelle génération qui semble bel et bien passionnée par ces problématiques environnementales. Le gouvernement est intéressé par les éléments du terrain, remontés par les citoyens de tous âges, et plus particulièrement aujourd'hui, les jeunes. Quid selon vous de la sobriété, de la diminution des consommations énergétiques et de la production d'énergies renouvelables ?

Régine Engström, préfète de région Centre-Val de Loire

La priorité pour la région est avant tout la jeunesse, car nous vous devons un monde de demain construit en vous écoutant.

Stéphane DE LAAGE
Quel est l'état de la planète ?

Prise de parole de jeunes

Les échos sont pessimistes, mais il convient de conserver un certain optimisme, car tout changement peut être bon à prendre. De plus en plus de citoyens souhaitent être impliqués et apporter leur pierre à l'édifice.

L'Homme a rencontré nombre de problématiques, mais a toujours su se relever.

Stéphane DE LAAGE

Qu'est-ce qui vous agace le plus ?

Prise de parole de jeunes

Les gens qui prennent seuls leurs voitures, au lieu de covoiturer, ce manque de logique et de solidarité.

Stéphane DE LAAGE

Nous avons évoqué ce matin la coercition. Devons-nous obliger les citoyens ?

Stéphane DE LAAGE

Certaines zones sont inaccessibles aux mobilités douces, et le covoiturage n'est pas aussi aisé qu'il y paraît. Il devrait être du rôle de la métropole de faciliter les mobilités douces et l'utilisation des transports en commun, notamment par le biais de TAO.

Régine Engström

La question des mobilités est prégnante dans la région, avec un taux d'utilisation de la voiture personnelle supérieur à la moyenne nationale. La question du niveau d'acceptation des gens par rapport aux solutions proposées se pose nécessairement.

Hervé BRULÉ

Les services doivent de fait être adaptés, et toutes entreprises de plus de 50 salariés doivent évoquer le sujet des mobilités avec leurs salariés.

Prise de parole de jeunes

Nombre de villages ne sont pas reliés par des trottoirs ou des pistes cyclables. Le vélo électrique est louable sur l'agglomération, mais avec une liste d'attente d'une année. De même, les lignes de bus sont insuffisamment gréées le week-end, sans oublier le problème de coût des transports en commun.

Régine Engström

Un schéma directeur du vélo est en cours d'établissement afin d'apporter des mobilités douces le long des départementales et développer le lien avec le ferroviaire.

Stéphane DE LAAGE

Quelles seraient vos autres idées ? Que voudriez-vous faire pour lutter contre les emballages ?

Prise de parole de jeunes

Les entreprises pourraient être sensibilisées au gaspillage. De même, l'achat en vrac n'est pas aisé, et certains ménages ne peuvent se le permettre, car le coût est parfois supérieur à un produit standardisé et en outre tous les produits ne sont pas à disposition dans un même magasin.

Stéphane DE LAAGE

Vous achetez tout de même ce produit alors que vous êtes en désaccord avec le packaging. Nous sommes donc tous fautifs. Certains d'entre vous se refusent-ils à acheter certains produits ?

Prise de parole de jeunes

Oui, par exemple pour les fruits et légumes exotiques..

Stéphane DE LAAGE

Internet est un facteur majeur de gaspillage, notamment par le biais des commandes numériques, plébiscitées par votre génération. Etes-vous prêts à dire non à ce schéma ?

Prise de parole de jeunes

Je recours pour ma part aux friperies et je refuse la commande sur Internet de vêtements neufs. Il faut certes se battre contre sa flemme pour ne pas utiliser ces moyens technologiques facilitants. Il est probablement préférable de consommer local afin de défendre les petits producteurs.

Pour ma part, je ne compte pas me priver des facilités offertes par ces entreprises. L'Etat doit agir pour limiter ces problématiques environnementales et de surconsommation. Il n'est pas du rôle du consommateur de se priver.

La population devrait être sensibilisée afin de minimiser sa production de déchets, et également de dégager des économies.

Les personnes habitant en campagne ne peuvent aisément se rendre en magasin et il est bien plus aisé d'utiliser les sites de commande en ligne.

Stéphane DE LAAGE

N'est-ce pas uniquement par envie de posséder plus vite le bien commandé par Internet ?

Prise de parole de jeunes

Effectivement, Internet est facilitant, et surtout pour les ruraux. A mon sens, les subventions devraient être plus importantes pour les produits nationaux.

Stéphane DE LAAGE
Quelles sont les possibilités à disposition de l'Etat d'aider le made in France ?

Régine Engström

Les subventions impactent les comptes publics ; tout ce qui est donné doit être pris par ailleurs ; le plan France 2030 a justement pour objectif de réindustrialiser le pays, l'Etat se positionnant en soutien au démarrage sans placer ces entreprises sous perfusion, car le rôle de l'Etat est avant tout de mettre les moyens au bon endroit. L'impact des actions citoyennes, comme prendre son vélo ou refuser la *Fast fashion*, devrait être évaluée afin de les valoriser.

Prise de parole de jeunes

Pour quelle raison le développement des zones commerciales est-il toujours autorisé alors qu'elles sont néfastes au commerce local ?

Régine Engström

Le programme Action Cœur de ville lancé par l'Etat a justement pour objectif de défendre les commerces locaux, mais l'équilibre est toujours complexe entre transition écologique et aménagement du territoire.

Philippe GEIGER, directeur adjoint de l'énergie

S'agissant des éclairages de vitrine la nuit ou de la climatisation abusive, il est impossible de mettre un gendarme derrière chaque magasin ou citoyen. L'idée est davantage de mobiliser les citoyens et les entreprises.

Stéphane DE LAAGE

La France a vécu sur son potentiel nucléaire et développe maintenant les énergies renouvelables, y compris de nouvelles comme la géothermie et les méthaniseurs. Avez-vous des idées à nous proposer ?

Prise de parole de jeunes

Le nucléaire est fondamental, car abondant, même si la question des déchets se pose. Quid par ailleurs de la fusion nucléaire qui pourrait nous permettre de pallier aux problématiques énergétiques ?

Pour quelle raison l'énergie est-elle vendue aux autres régions et pas conservée ?

Stéphane DE LAAGE

C'est là le principe de l'équité entre territoires.

Régine Engström

Le plan de production est national ; la région exporte effectivement grâce à ses centrales nucléaires, mais ce schéma évolue vers un réseau d'unités de production de proximité.

Philippe GEIGER, directeur adjoint de l'énergie

Si la région exporte de l'électricité, elle importe également des énergies fossiles.

Prise de parole de jeunes

Il est souvent conseillé de passer aux panneaux photovoltaïques afin de produire sa propre électricité alors que ces panneaux sont particulièrement polluants. Il est difficile de s'y retrouver pour le citoyen.

Hervé BRULÉ

S'agissant des déchets, les normes imposent un taux de recyclage de plus en plus important, y compris pour les panneaux photovoltaïques et les éoliennes.

Prise de parole de jeunes

Les projets éoliens sont souvent critiqués pour leurs impacts environnementaux alors qu'ils sont une solution aux énergies fossiles. La réponse à un problème immédiat justifie-t-elle d'accepter des impacts à moyen et long terme, par exemple pour les éoliennes et leur impact sur le milieu naturel ?

Abaisser la consommation énergétique apparaît comme une évidence, mais qu'en est-il de la cohérence alors même que l'Etat persiste à parler de croissance économique ? Ces discours sont ambivalents. De même, est-il possible de créer de l'énergie à une échelle locale ?

Philippe GEIGER

L'autoconsommation n'est pas accessible à tous et ne constitue pas la solution miracle, même si elle fait partie de la solution.

2. Conclusion

Stéphane DE LAAGE

Nous avons donc évoqué un éventuel changement du paradigme de la croissance à outrance ; la capacité à boycotter et à changer ses comportements d'achats ; la sobriété énergétique, de consommation et notamment en ce qui concerne l'utilisation du numérique ; la valorisation des circuits courts et de la production locale ; la nécessité de rénover les villes et de les adapter aux nouveaux besoins ; les nouvelles énergies et leurs contraintes afférentes ; le respect de la nature et du milieu vivant capteur de CO_2.

Hervé BRULÉ

Les quatre scénarios de l'ADEME, ainsi que ceux de RTE évoqués ce matin illustrent parfaitement les futurs possibles et je vous encourage à les consulter.

Régine Engström, préfète de région Centre-Val de Loire

Nous pourrions être des concepteurs, des champions de la production sobre, grâce à la recherche, et ce sans passer pour autant par la décroissance ; c'est tout l'objet du soutien aux start-ups. S'agissant de la meilleure énergie pour demain, la question reste celle du mix énergétique qui permet de répondre aux problèmes de territoire et d'équité. La sobriété est l'affaire de tous, et il convient effectivement de sensibiliser la population aux impacts de ces comportements. La transition écologique doit devenir un mode de vie, de pensée et d'action au quotidien ; elle constitue une réelle fracture sociétale.